

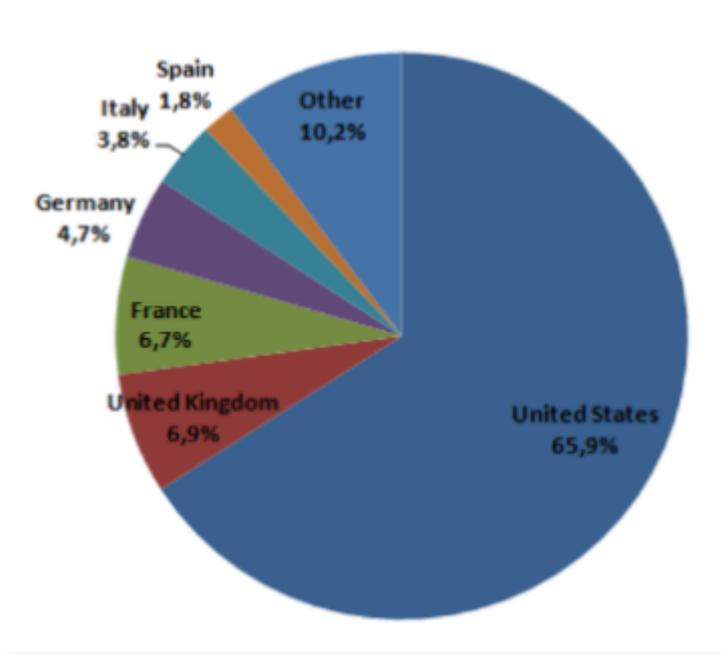
- Un **armement** (aviation, chars, marine, missiles) payé au prix fort à des industriels locaux qui ne produisent pas sur une assez grande échelle et n'arrivent plus à exporter comme avant. Les échecs commerciaux des chasseurs Rafale et des chars Leclerc ont un impact direct sur le coût de nos équipements. Notre indépendance industrielle dans l'armement pèse directement sur les finances de l'Etat, même si elle protège d'un autre côté des emplois qualifiés chez Dassault, Matra et autres industriels.
- Une **dissuasion nucléaire** avec notamment quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et six sous-marins à propulsion nucléaire, qu'il faut remplacer régulièrement, tout comme les lanceurs de missiles nucléaires. Sans compter les moyens techniques et industriels qui vont avec – notamment au CEA qui consommait 1,36md€ dans sa **Direction des Applications Militaires** en 2006 – puisque la France est autosuffisante en apparence dans la conception et la fabrication de ces armements, et cela a un coût énorme. La dissuasion nucléaire représente environ 10% du budget de la défense en France (3,6md€ en 2006) alors qu'en en pesait le tiers il y a 15 ans. Cette **tendance à la baisse** aurait fait atteindre le niveau de "stricte suffisance" dans la dissuasion.
- Et un **porte-avion**, lui même à propulsion nucléaire. Et toute la force aéronavale qu'il embarque, notamment les couteux Rafale version "marine". Charles de Gaulle bien seul en mer car il doit être en maintenance le 1/3 du temps, et nécessite donc un jumeau pour préserver une capacité d'intervention permanente. Comme c'était le cas du temps des porte-avions Foch et Clémenceau jusqu'à la fin des années 1990.

Tout ceci impacte surtout le budget de l'équipement et de la capacité industrielle publique (DGA, DCN) qui va avec, de l'ordre de 10md€ par an. D'où le réflexe de la mutualisation avec l'Europe proposée notamment par Ségolène Royal. Mais n'est-ce pas un vœu pieux? La dissuasion nucléaire ne se mutualise pas facilement, au moins au niveau opérationnel, sinon la France serait restée dans le commandement intégré de l'OTAN en 1966. Quand au porte-avion, surtout au second qu'il faudrait construire pour pouvoir assurer une continuité de mission, sa construction pourrait être mutualisée avec les anglais. La dernière fois que la France s'est lancée dans un projet de ce genre, c'était avec le Concorde! Les deux pays en sont encore au stade des discussions.

Un rapport publié sur le **site de l'OTAN** permet de comparer les budgets de défense – à périmètre égal – par rapport au PNB, pour de nombreux pays. J'y ai ajouté Israël qui est particulièrement dépensier, sans compter une aide de \$2B provenant des USA. Le tableau suivant reconstitué à partie des données OTAN pour 2006 montre que la France n'est dépassée finalement que par des pays en guerre (USA et Israël) ou le couple Grèce/Turquie (à tradition militaire forte et avec une rivalité toujours permanente):

NATO Country	Defense as % of GDP	Euros (million)
Israël	7,7	6450
United States	3,8	424174
Turkey	3	9046
Greece	3	5829
France	2,4	43202
Bulgaria	2,4	567
United Kingdom	2,3	44611
Romania	2	1919
Poland	1,9	4961
Czech Republic	1,8	1949
Slovak Republic	1,7	818
Slovenia	1,7	501
Italy	1,7	24508
Estonia	1,6	188
Portugal	1,6	2464
Norway	1,5	3986
Netherlands	1,5	7923
Denmark	1,4	3085
Germany	1,3	30220
Spain	1,2	11532
Canada	1,2	10986
Hungary	1,2	1100
Belgium	1,1	3542
Luxembourg	0,6	203

Et une autre vue en % du total qui rappelle le poids des USA qui représentent en gros la moitié des budgets de défense du monde entier, tous les pays (surtout d'Asie et du Moyen Orient) n'étant pas représentés ici:



La France consacre 1,1% de son PNB de plus que l'Allemagne à sa défense! Cela n'est pas rien dans les comptes de la nation et dans les prélèvements obligatoires! En gros, si le budget de la défense de la France était voisin de la moyenne européenne, d'environ 1,7% du PNB, on pourrait économiser de l'ordre de 10md€, de quoi stabiliser la dette. Mais on en est évidemment loin car la France tient à son rang dans le monde, notamment dans le Conseil de Sécurité et à l'ONU, où elle est dans les cinq plus gros contributeurs aux interventions de casques bleus comme au Liban, et c'est financièrement pour notre pomme!

Des économies sont-elles donc possibles? Peut-être au niveau de la dissuasion nucléaire, qu'il faut certes maintenir, mais en regardant de plus près son déploiement. A-t-on encore vraiment besoin de quatre sous-

marins lanceurs d'engins alors que les principales menaces sont plus terroristes que territoriales? On peut gagner au moins 1md€ à 2md€ dans ces domaines.

On peut certainement aussi économiser quelques brouilles dans les coûts de gestion avec un peu de rationalisation, déjà bien en route d'ailleurs. Comme dans tout le budget de l'Etat.

Sécurité (16md€ en 2007)

Nous aurions donc un taux parmi les plus élevés de forces de l'ordre par habitant en France au sein des pays de l'Union Européenne! Sommes-nous pour autant un état policier?

S'il y a bien une chose à revoir, comme dans plein des domaines de l'Etat, c'est la fragmentation.

Voici quelques exemples frappants :

- Nous avons deux forces de sécurité intérieure de taille comparable: la **police** (qui dépend de l'Intérieur, avec 137000 personnes) et la gendarmerie (105000 personnes) qui dépend du **Ministère de la Défense**. Des lois récentes les ont rapprochées – la gendarmerie dépend de l'intérieur pour ses activités "civiles" – mais elles ont un commandement et un "backoffice" encore distincts. Pour faire simple, la police s'occupe des villes et la gendarmerie des campagnes. Cette dernière a aussi pour mission la sécurité militaire du pays. Comme pour toute entreprise, une fusion permettrait d'économiser quelques coûts de gestion : ressources humaine, gestion, informatique, etc.
- Même au sein de la Gendarmerie, il y a la Gendarmerie Mobile, une force de 17000 personnes, qui a un rôle de maintien de l'ordre très voisin de celui des CRS.
- Avec un impact mineur sur le budget, nous pourrions également voire les **RG** fusionnés avec la **DST**. Les RG ont récemment fait parler d'eux. Mais c'est une petite force, de quelques milliers de personnes. Ils font du renseignement local s'appuyant sur des méthodes de "proximité". Dans les autres pays, ce genre de service est souvent rattaché aux équivalents de la DST. Cette fragmentation est sûrement liée à l'histoire. Les anglais l'ont progressivement résolue. Ils avaient historiquement une dizaine de services de renseignement (intérieurs, extérieurs), les "Military Intelligence". Au gré du 20eme siècle, ils les ont progressivement fusionnés et il n'y en maintenant plus que deux: le MI5 – qui équivaut à la DST ou au FBI – et le MI6 qui équivaut à la DGSE ou à la CIA. Il subsiste cependant le GCHQ, pendant anglais de la NSA – et à des services intégrés en France au sein de la DGSE et du SGDN.

Même si je n'ai pas réussi à trouver de statistiques publiques sur le sujet, on peut imaginer que les pays à meilleure santé économique comme les pays scandinaves dépensent moins pour leur sécurité intérieure. Mais ce n'est pas le cas des anglais et des américains.

Question fondamentale: est-ce que le besoin de forces de l'ordre décroît avec la santé économique d'un pays? Est-ce qu'un investissement plus tourné vers la revalorisation économique des zones en difficulté permettrait de diminuer les dépenses de sécurité?

Sinon, les forces de police pourraient bénéficier d'un peu plus d'automatisation pour faire des économies de backoffice, en plus de celles qui résulteraient d'une défragmentation des organisations. L'informatique de la police très loin de celle que l'on voit dans la série "24 Heures Chrono"! Le système d'information et la transmission d'informations reposent encore beaucoup trop sur le papier. Ne seraient-ce que pour les contraventions.

Donc, dans le domaine de la sécurité, il faut probablement investir sur le court terme dans les TIC et dans l'économie des zones difficiles pour faire des économies à plus long terme.

Justice (7md€ en 2007)

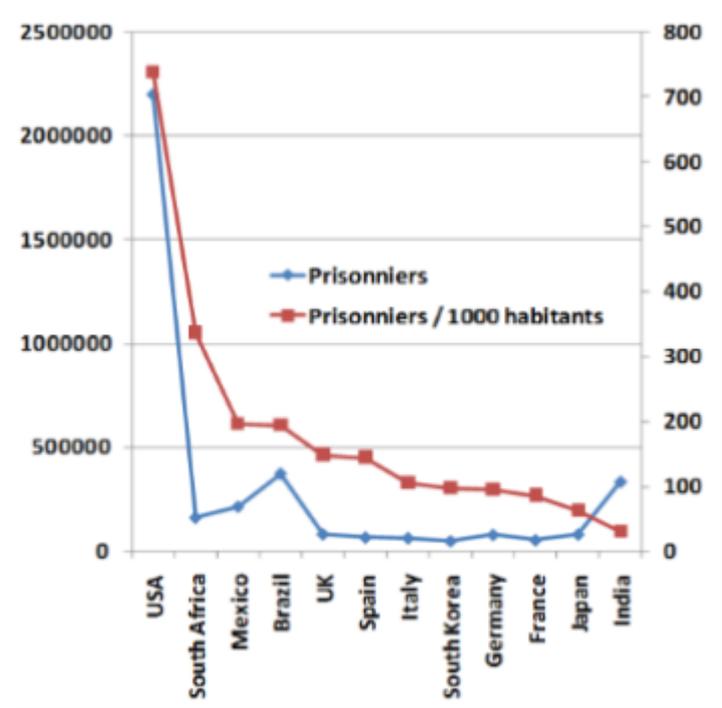
L'affaire d'Outreau et quelques autres ont rappelé que la justice ne disposait toujours pas des moyens nécessaires pour assurer sa mission. D'autre part, des benchmark internationaux ont montré que la condition carcérale en France n'était pas digne d'une démocratie.

Malgré tout, le Ministère de la Justice est de ceux qui ont bénéficié d'une augmentation régulière de crédits et du nombre de fonctionnaires. Entre 2002 et 2005, les effectifs ont cru de 5287 personnes ou de 7,8%, près de la moitié (2442) ayant été dédiés à l'administration pénitentiaire (+8,8%).

Cette petite photo des effectifs trouvée sur le site du Ministère de la Justice, très prolixe en statistiques, montre cette évolution graduelle des effectifs:

	2001	2002	2003	2004	2005
Total des effectifs budgétaires *	64 488	67 173	69 215	71 399	72 463
dont magistrats *	8 030	8 364	8 585	8 770	8 937
Administration centrale et services extérieurs	1 982	1 863	2 028	2 199	2 226
dont magistrats	181	200	229	241	254
Services judiciaires	26 983	27 651	28 227	28 989	29 203
Magistrats	6 946	7 144	7 294	7 424	7 526
Fonctionnaires et contractuels	19 957	20 457	20 933	21 455	21 674
dont greffiers en chef et greffiers	8 400	8 135	8 436	8 825	8 927
Administrations pénitentiaire	28 233	27 755	28 996	29 799	30 197
dont personnel de surveillance	20 529	21 749	22 390	23 065	23 265
Protection judiciaire de la jeunesse	7 144	7 439	7 753	7 958	8 044
dont personnel éducatif (directeurs, chefs de service éducatif et éducateurs)	4 105	4 267	4 491	4 545	4 701
Conseil d'État, cours administratives d'appel et tribunaux administratifs*	2 357	2 441	2 541	2 632	2 677
dont magistrats *	981	1 020	1 062	1 104	1 125
Commission nationale de l'informatique et des libertés	78	74	76	80	83
Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques	-	-	-	33	32

Ce graphe reconstitué à partir des données publiées sur le site de l'International Center for Prison Studies montre que la France ne se distingue pas particulièrement par le nombre de ses prisonniers tant en valeur absolue que ramené à la population. Les USA et les anglais, et même les allemands et les grands pays du sud (Italie, Espagne) ont plus de prisonniers que nous. Les pays scandinaves sont entre 77 et 82 prisonniers pour 100000 habitants, juste en dessous de la France qui est à 86.



C'est d'un point de vue qualitatif que la condition carcérale pèche en France. Les droits de l'homme y sont passablement respectés, en particulier selon un **rapport de 2005** d'Alvaro Gil-Robles, le Commissaire Européen aux Droits de l'Homme. Rapport qui relève également la vétusté et l'étroitesse des locaux de l'appareil judiciaire en général. Et qui conclue en gros à un manque de financement de la justice en France, malgré les augmentations régulières dont elle a fait l'objet ces dernières années. La surpopulation carcérale est bien connue, et est entre autres liée à la lenteur de l'appareil judiciaire avec l'allongement du nombre et de la durée des détentions provisoires.

Bref, pour faire des économies dans le budget de l'Etat avec la justice, on repassera.

Pour résumer sur cette partie, on peut sans-doutes faire quelques économies dans la défense – qui y a d'ailleurs déjà bien contribué ces 10 dernières années -, mais au prix d'une modération des investissements dans la dissuasion nucléaire et de programmes d'armements plus européanisés (les deux, sur le long terme), quelques gains dans la sécurité, par défragmentation et modernisation de certaines organisations, et affecter une partie de ces économies au budget de la justice, et le reste au budget général de l'Etat.

Mais au nez, il n'est pas évident de réduire significativement le périmètre défense/sécurité/justice, le second nous l'avons vu dans le budget de l'Etat après l'Education.

Si on écoute les candidats de la présidentielle, ils se prononcent pour une revalorisation du budget de la justice, certains veulent économiser le second porte avion (mais son coût d'environ 2md€ étant amorti sur plusieurs dizaines d'années, l'économie serait marginale), et du côté de la police, on parle plutôt d'augmentation des budgets avec la re-création de polices de proximité (à gauche et chez Bayrou). La tendance "politique" est donc au global plutôt inflationniste dans les dépenses.

Prochain épisode... le reste du budget de l'Etat, puis les collectivités locales, puis le système de santé et de protection sociale. Vaste programme!

Cet article a été publié le 28 février 2007 et édité en PDF le 23 mars 2024.
(cc) Olivier Ezratty – "Opinions Libres" – <https://www.oezratty.net>